Avis de mise à disposition des décisions au greffe le**16/09/2025 à 09h30**

Audience du 28/08/2025 à 09h30

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

RAPPORTEUR PUBLIC : Monsieur DENIZOT

01) N° 2303753**RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX**

Demandeur SOCIETE SANEF

CARBONNIER LAMAZE
RASLE ET ASSOCIES

Défendeur PREFECTURE DE LA MOSELLE

La société SANEF demande à la cour d'annuler le jugement n° 2002485 du 7 novembre 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à condamner l'Etat à lui verser la somme de 990 656,40 euros, augmentée des intérêts au taux légal à compter du 6 décembre 2019 avec capitalisation, en réparation des dommages résultant des attroupements et des rassemblements de "gilets jaunes".

Dispositif

Le jugement du 7 novembre 2023 du tribunal administratif de Strasbourg est annulé. L'Etat est condamné à verser à la société SANEF la somme de 243 507,79 euros HT avec intérêts au taux légal à compter du 10 décembre 2019, sous réserve que le paiement en sera subordonné à la subrogation de l'Etat dans les droits détenus par la société SANEF à l'encontre des personnes condamnées par le jugement du tribunal correctionnel de Metz du 12 janvier 2024. Les intérêts échus à la date du 10 décembre 2020 puis à chaque échéance annuelle à compter de cette date, seront capitalisés à chacune de ces dates pour produire eux-mêmes intérêts. L'Etat versera à la société SANEF une somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

C

Le président-assesseur faisant fonction

de président de chambre

Stéphane BARTEAUX

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

16/09/2025 à 09h30

Audience du 28/08/2025 à 10h00

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame ROUSSAUX

01) N° 2201347

RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur	SOCIETE AXA FRANCE IARD	SCHRECKENBERG PARNIERE & ASSOCIES
Défendeur	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA HAUTE-MARNE DEPARTEMENT DE L'AUBE COMMUNE DE SOULIGNY COMMUNE DE BREVIANDES CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS IRCANTEC (CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS)	JURIADIS SCP PELLETIER ET ASSOCIES

La société AXA FRANCE IARD demande à la cour d'annuler le jugement n° 2002036 du 18 mars 2022 par lequel le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne a rejeté sa demande tendant, d'une part, à annuler les décisions implicites de rejet de la commune de Souigny et du département de l'Aube de ses demandes indemnitaires préalables, d'autre part, à ce que la commune et le département soient condamnés à lui verser, en sa qualité d'assureur de la société Courrier de l'Aube, de M. X, de M. X et de ses ayants droit, victimes de l'accident survenu le 9 novembre 2018 sur la voie communale "rue Ymont" à Souigny, la somme à parfaire de 537 920,20 euros et à prendre à leur charge, pour le futur et sur présentation de justificatifs, les conséquences dommageables de cet accident.

Dispositif

Le jugement n° 2002036 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne du 18 mars 2022 est annulé. La commune de Souigny est condamnée à verser à la société Axa France IARD la somme de 316 941,10 euros. Cette somme portera intérêts au taux légal à compter du 7 juillet 2020 et les intérêts seront capitalisés à compter du 7 juillet 2021. Le présent arrêt est déclaré commun à la caisse primaire d'assurance maladie de la Haute Marne. Le surplus des conclusions de la requête est rejeté. Les conclusions de la commune de Souigny et du département de l'Aube présentées sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

16/09/2025 à 09h30

Audience du 28/08/2025 à 10h00

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame ROUSSAUX

02) N° 2201803

RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur	SOCIETE DOMAINE D'AVELLA GARNIER	CABINET DUTERME-MOITTIE-ROLLA
Défendeur	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE	
Autres parties	SOCIETE CHAMPAGNE LAURENTI PERE & FILS COMMUNE DES RICEYS	HONNET ARNAUD

La société DOMAINE D'AVELLA GARNIER demande à la cour d'annuler le jugement n° 2000017 & 2001505 du 28 avril 2022 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette ses demandes tendant à l'annulation de la décision du 8 juillet 2019 par laquelle l'inspecteur régional de la direction régionale des douanes et des droits indirects de Reims l'a informée du retrait de l'inscription de la parcelle ZI 0018P de son potentiel inscrit au casier viticole informatisé, ensemble la décision du 25 mai 2020 rejetant le recours gracieux formé contre cette décision.

Dispositif

La requête de la société Domaine d'Avella Garnier est rejetée.

C

03) N° 2202286

RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA COPROPRIETE 5 RUE MONCEY SOCIETE INTERPRIX	SELARL JEAN PHILIPPE DEVEVEY SELARL JEAN PHILIPPE DEVEVEY
Défendeur	COMMUNE DE BESANÇON	DSC AVOCATS TA

Le syndicat de copropriétaires de la copropriété 5 rue Moncey et la société Interprix demandent à la cour d'annuler le jugement n° 1900140 du 4 juillet 2022 du tribunal administratif de Besançon qui rejette leur demande tendant à la condamnation de la commune de Besançon à leur verser les sommes de 25 626 euros en réparation des préjudices résultant pour eux des travaux réalisés sur la voie publique au droit de leur propriété, de 5 451,27 euros correspondant aux frais d'expertise judiciaire et de 2 416,36 euros au titre des frais engagés afin d'assurer la défense de leurs intérêts.

Dispositif

Le jugement n° 1900140 du 4 juillet 2022 du tribunal administratif de Besançon est annulé. La commune de Besançon est condamnée à verser au syndicat des copropriétaires de la copropriété 5 rue Moncey et à la SAS Interprix la somme globale de 3 314,36 euros. Cette somme portera intérêt au taux légal à compter du 27 septembre 2018. Les intérêts échus le 27 septembre 2019 seront capitalisés à cette date et à chaque échéance annuelle à compter de cette date pour produire eux-mêmes intérêt. Les frais d'expertise liquidés et taxés à la somme de 5 451,27 euros TTC sont mis à la charge définitive de la commune de Besançon. Cette somme portera intérêt au taux légal à compter du 27 septembre 2018. Les intérêts échus le 27 septembre 2019 seront capitalisés à cette date et à chaque échéance annuelle à compter de cette date pour produire eux-mêmes intérêt. La commune de Besançon versera la somme de 2 000 euros au syndicat des copropriétaires de la copropriété 5 rue Moncey et à la SAS Interprix au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. Le surplus des conclusions de la requête est rejeté. Les conclusions présentées par la commune de Besançon sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
16/09/2025 à 09h30**

Audience du 28/08/2025 à 10h00

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame ROUSSAUX**

04) N° 2203186 RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur	M. X	Me SECHI
Défendeur	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	
Autres parties	SYNDICAT INTERDEPARTEMENTAL POUR L'ASSAINISSEMENT	Me TADIC

M. X demande à la cour l'annulation du jugement n° 2102284 du 4 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne en tant qu'il réforme les articles 1 et 2 de l'ordonnance n° 0801969, 0902044 du juge des référés du tribunal administratif de Melun et fixe à la somme de 6 282, 04 euros les frais et honoraires de l'expertise relative aux désordres affectant les bassins de la station d'épuration de Valenton.

Dispositif

La requête de M. X est rejetée. Les conclusions présentées par le syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne par la voie de l'appel incident sont rejetées. Les conclusions du syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

C

05) N° 2402041 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur	COMMUNE DE SAND	CABINET D'AVOCATS ASSOCIÉS KARM - ZAIGER
	Mme X	CABINET D'AVOCATS ASSOCIÉS KARM - ZAIGER
Défendeur	M. X	SELARL DÔME AVOCATS
	EARL DE LA SCHEER	SELARL DÔME AVOCATS

La commune de Sand et Madame X demandent à la cour d'annuler le jugement n° 2203904 du 27 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui annule la délibération du 18 mai 2022 du conseil municipal de la commune de Sand attribuant plusieurs parcelles communales à bail rural à Madame X.

Dispositif

La requête de la commune de Sand et de Mme X est rejetée. La commune de Sand versera à M. X et à l'Earl de la Scheer une somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. Le surplus des conclusions de M. X et de l'Earl de la Scheer est rejeté.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
16/09/2025 à 09h30**

Audience du 28/08/2025 à 10h00

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Madame ROUSSAUX**

06) N° 2500812 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur	M. X	SELARL DÔME AVOCATS
Défendeur	COMMUNE DE SAND	CABINET D'AVOCATS
		ASSOCIÉS KARM - ZAIGER
	Mme X	CABINET D'AVOCATS
		ASSOCIÉS KARM - ZAIGER

M. X demande à la cour de prescrire les mesures tendant à l'exécution du jugement n° 2203904 du 27 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg.

Dispositif

Il est enjoint au maire de la commune de Sand, d'une part, de saisir le juge compétent pour faire constater la nullité du bail rural signé avec Mme X et, d'autre part, le cas échéant, de prendre, une nouvelle décision concernant l'attribution des parcelles en cause dans le délai de deux mois à compter de la notification du jugement prononçant l'annulation de ce bail. La saisine du juge compétent devra être justifiée dans le délai de deux mois à compter du présent arrêt, sous astreinte de 50 euros par jour de retard.

C

07) N° 2501141 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur	M. X	Me AIRIAU
Défendeur	PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n°2500070 - 2500071 du 8 avril 2025 en tant que le tribunal administratif de Besançon a rejeté ses conclusions tendant à ce qu'il soit mis à la charge du préfet du Territoire de Belfort le versement de la somme de 2 000 euros à son profit, en qualité de conseil de M. X et de Mme X, en application des dispositions combinées de l'article L.761-1 du code de justice administrative et des articles 37 et 75-I de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991.

Dispositif

Le jugement du tribunal administratif de Besançon nos 2500070 et 2500071 du 8 avril 2025 est annulé en tant seulement qu'il a rejeté les conclusions présentées par M. et Mme X sur le fondement des articles 37 de la loi du 10 juillet 1991 et L. 761-1 du code de justice administrative. L'Etat versera la somme de 2 000 euros à M. X en application des dispositions de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991, sous réserve que M. X renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat à l'aide juridictionnelle au titre des instances devant le tribunal administratif de Besançon.

C

Le président-assesseur faisant fonction
de président de chambre

Stéphane BARTEAUX

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

16/09/2025 à 09h30

Audience du 28/08/2025 à 10h45

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

03) N° 2400971 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur M. X ELEOS AVOCATS
Défendeur PREFECTURE DU HAUT-RHIN

M. X demande à la cour l'annulation du jugement n°2305406-2305107-2305108-2305109 du 17 octobre 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 3 février 2023 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel il est susceptible d'être éloigné.

Dispositif

Les requêtes nos 24NC00971, 24NC00972, 24NC00974, 24NC00976 de M. et Mme X sont rejetées.
C

04) N° 2400972 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur Mme X ELEOS AVOCATS
Défendeur PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Mme X demande à la cour l'annulation du jugement n°2305106-2305107-2305108-2305109 du 17 octobre 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 3 février 2023 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel elle est susceptible d'être éloignée.

Dispositif

Les requêtes nos 24NC00971, 24NC00972, 24NC00974, 24NC00976 de M. et Mme X sont rejetées.
C

05) N° 2400973 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur M. X ELEOS AVOCATS
Défendeur PREFECTURE DU HAUT-RHIN

M. X demande à la cour l'annulation du jugement n°2305106-2305107-2305108-2305109 du 17 octobre 2023 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à annuler l'arrêté du 3 février 2023 par lequel le préfet du Haut-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays à destination duquel il est susceptible d'être éloigné.

Dispositif

La requête de M. X est rejetée.
C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
16/09/2025 à 09h30**

Audience du 28/08/2025 à 10h45

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

06) N° 2400974 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur	M. X	ELEOS AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DU HAUT-RHIN	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2305106-2305107-2305108-2305109-2305703-2305704 du 24 août 2023 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 3 février 2023 par laquelle le préfet du Haut-Rhin lui a refusé le séjour, l'a obligé à quitter le territoire français et a désigné un pays de destination.

Dispositif

Les requêtes nos 24NC00971, 24NC00972, 24NC00974, 24NC00976 de M. et Mme X sont rejetées.

C

07) N° 2400976 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur	Mme X	ELEOS AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DU HAUT-RHIN	

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2305106-2305107-2305108-2305109-2305703-2305704 du 24 août 2023 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 3 février 2023 par laquelle le préfet du Haut-Rhin lui a refusé le séjour, l'a obligée à quitter le territoire français et a désigné un pays de destination.

Dispositif

Les requêtes nos 24NC00971, 24NC00972, 24NC00974, 24NC00976 de M. et Mme X sont rejetées.

C

08) N° 2400977 RAPPORTEUR : Monsieur BARTEAUX

Demandeur	M. X	ELEOS AVOCATS
Défendeur	PREFECTURE DU HAUT-RHIN	

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2305106-2305107-2305108-2305109-2305703-2305704 du 24 août 2023 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à annuler la décision du 3 février 2023 par laquelle le préfet du Haut-Rhin lui a refusé le séjour, l'a obligé à quitter le territoire français et a désigné un pays de destination.

Dispositif

La requête de M. X est rejetée.

C

**Avis de mise à disposition des décisions au greffe le
16/09/2025 à 09h30**

Audience du 28/08/2025 à 10h45

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

09) N° 2401241 RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur M. X Me SULTAN
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

M. X demande à la cour d'annuler le jugement n° 2306305 du 21 mars 2024 par lequel la magistrate désignée par le président du tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à annuler l'arrêté du 14 décembre 2022 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé un pays de destination.

Dispositif

La requête de M. X est rejetée.

C

10) N° 2401786 RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur Mme X Me AIRIAU
Défendeur PREFECTURE DE LA REGION GRAND EST

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2400958 du 4 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 12 janvier 2024 par lequel la préfète du Bas-Rhin a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

Dispositif

Le jugement n° 2400958 du 4 juin 2024 du tribunal administratif de Strasbourg est annulé en tant qu'il a omis de statuer sur les conclusions tendant à l'annulation de la décision implicite d'abrogation de l'autorisation provisoire de séjour. Les conclusions de la demande présentée par Mme X devant le tribunal administratif de Strasbourg tendant à l'annulation de la décision implicite d'abrogation de l'autorisation provisoire de séjour et le surplus des conclusions de la requête sont rejetés.

C

12) N° 2401833 RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur Mme X MAINNEVRET -
MALBLANC
Défendeur PREFECTURE DE LA MARNE

Mme X demande à la cour d'annuler le jugement n°2400308 du 11 juin 2024 du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne qui rejette sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 16 janvier 2024, par lequel le préfet de la Marne a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, l'a interdit de retour sur le territoire français pendant une durée de douze mois et a fixé le pays à destination duquel elle pourra être éloignée.

Dispositif

La requête de Mme X est rejetée.

C

Avis de mise à disposition des décisions au greffe le

16/09/2025 à 09h30

Audience du 28/08/2025 à 10h45

PRESIDENT : Monsieur BARTEAUX

13) N° 2402097 RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Défendeur M. X

Me RICHARD

Le PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE demande à la cour d'annuler le jugement n° 2300689 du 5 juillet 2024 du tribunal administratif de Nancy qui annule sa décision du 9 janvier 2023 par laquelle il a refusé de délivrer un titre de séjour à M. X.

Dispositif

Il n'y a pas lieu de statuer sur la requête du préfet de Meurthe-et-Moselle n° 24NC02098. La requête n° 24NC02097 du préfet de Meurthe-et-Moselle est rejetée. L'Etat versera la somme de 2 000 euros à Me Richard, en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, sous réserve que Me Richard renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle.

C

14) N° 2402098 RAPPORTEUR : Monsieur LUSSET

Demandeur PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Défendeur M. X

Me RICHARD

Le PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE demande à la cour de prononcer le sursis à exécution du jugement n° 2300689 du 5 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Nancy a annulé sa décision du 9 janvier 2023 par laquelle il a refusé de délivrer un titre de séjour à M. X.

Dispositif

Il n'y a pas lieu de statuer sur la requête du préfet de Meurthe-et-Moselle n° 24NC02098. La requête n° 24NC02097 du préfet de Meurthe-et-Moselle est rejetée. L'Etat versera la somme de 2 000 euros à Me Richard, en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, sous réserve que Me Richard renonce à percevoir la somme correspondant à la part contributive de l'Etat au titre de l'aide juridictionnelle.

C

Le président-assesseur faisant fonction

de président de chambre

Stéphane BARTEAUX